REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C − 2025/007258]

11 SEPTEMBRE 2025. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2024 relatif aux contrôles effectués sur la route et aux contrôles effectués dans les locaux des entreprises pour toutes les catégories de transport par route concernant la législation sociale dans le domaine du transport par route, modifiant l'arrêté royal du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2023 relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger et transposant partiellement la directive déléguée (UE) 2024/846 de la Commission du 14 mars 2024 modifiant la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements (CE) n° 561/2006 et (UE) n° 165/2014 et de la directive 2002/15/CE en ce qui concerne la législation sociale relative aux activités de transport routier

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable, l'article 1er, alinéa 1er, modifié par la loi du 15 mai 2006, et l'article 3, modifié par la loi du 3 mai 1999 ;

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, l'article 1er, modifié en dernier lieu par la loi du 31 juillet 2020, et l'article 3, modifié par la loi du 9 mars 2014 ;

Vu le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière, les articles 4, alinéa 1er, l'article 15, paragraphe 6, inséré par le décret du 15 juillet 2021 et modifié par le décret du 22 décembre 2021 et l'article 24, paragraphe 1er ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2024 relatif aux contrôles effectués sur la route et aux contrôles effectués dans les locaux des entreprises pour toutes les catégories de transport par route concernant la législation sociale dans le domaine du transport par route, modifiant l'arrêté royal du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2023 relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger ;

Vu l'avis de la Commission consultative Administration-Industrie du 6 mai 2025 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 juin 2025 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 juillet 2025 ;

Vu le rapport du 16 janvier 2025 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 77.930/2/V du Conseil d'Etat, donné le 11 août 2025 en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — *Disposition introductive*

Article 1er. Le présent arrêté transpose partiellement la directive déléguée (UE) 2024/846 de la Commission du 14 mars 2024 modifiant la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements (CE) n° 561/2006 et (UE) n° 165/2014 et de la directive 2002/15/CE en ce qui concerne la législation sociale relative aux activités de transport routier.

CHAPITRE 2. — *Dispositions modificatives*

Art. 2. A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2024 relatif aux contrôles effectués sur la route et aux contrôles effectués dans les locaux des entreprises pour toutes les catégories de transport par route concernant la législation sociale dans le domaine du transport par route, modifiant l'arrêté royal du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2023 relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1er, les mots « des règlements (CE) n°561/2006 et (UE) n°165/2014 » sont remplacés par les mots « du règlement (UE) n°165/2014 » ;

2° à l'alinéa 2 les mots « des règlements (CE) n°561/2006 et (UE) n°165/2014 » sont remplacés par les mots « du règlement (UE) n°165/2014 ».

Art. 3. A l'article 12 du même arrêté, les mots « les règlements (CE) n°561/2006 et (UE) n°165/2014 » sont remplacés par les mots « le règlement (UE) n°165/2014 ».

Art. 4. A l'article 13 du même arrêté, les mots « visés à l'article 4 » sont remplacés par les mots « visés à l'article 4, § 2, ».

Art. 5. A l'article 14 du même arrêté, les mots « visés à l'article 4 » sont remplacés par les mots « visés à l'article 4, § 2, ».

Art. 6. A l'article 15 du même arrêté, les mots « aux règlements (CE) n°561/2006 et (UE) n°165/2014 » sont remplacés par les mots « au règlement (UE) n°165/2014 ».

Art. 7. L'annexe 1re du même arrêté est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

CHAPITRE 3. — *Disposition finale*

Art. 8. Le Ministre qui a la mobilité dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 septembre 2025.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal,
A. DOLIMONT

Le Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux,
F. DESQUESNES

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 septembre 2025 modifiant l'arrêté du gouvernement wallon du 24 octobre 2024 relatif aux contrôles effectués sur la route et aux contrôles effectués dans les locaux des entreprises pour toutes les catégories de transport par route concernant la législation sociale dans le domaine du transport par route, modifiant l'arrêté royal du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2023 relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger et transposant partiellement la directive déléguée (UE) 2024/846 de la Commission du 14 mars 2024 modifiant la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements (CE) n° 561/2006 et (UE) n° 165/2014 et de la directive 2002/15/CE en ce qui concerne la législation sociale relative aux activités de transport routier

Annexe 1re à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2024 relatif aux contrôles effectués sur la route et aux contrôles effectués dans les locaux des entreprises pour toutes les catégories de transport par route concernant la législation sociale dans le domaine du transport par route, modifiant l'arrêté royal du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2023 relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger.

Liste des infractions telles que visées à l'article 15, alinéa 2

Base légale	Type d'infraction	Niveau de gravité [i]		
		ILPG	ITG	IG
Installation du tachygraphe				
Article 3, par. 1, 4 et 4 bis et article 22, du règlement (UE) 165/2014	Absence d'installation et d'utilisation d'un tachygraphe homologué	X		
Utilisation du tachygraphe, de la carte de conducteur ou de la feuille d'enregistrement				
Article 23, par. 1, du règlement (UE) 165/2014	Utilisation d'un tachygraphe qui n'a pas été inspecté par un atelier agréé		X	
Article 27 du règlement (UE) 165/2014	Détention en tant que titulaire et/ou utilisation par le conducteur de plus d'une seule carte de conducteur		X	
	Conduite avec une carte de conducteur falsifiée (assimilée à la conduite sans carte de conducteur)	X		
	Conduite avec une carte de conducteur dont le conducteur n'est pas le titulaire (assimilée à la conduite sans carte de conducteur)	X		
	Conduite avec une carte de conducteur qui a été obtenue sur la base de fausses déclarations et/ou de documents falsifiés (assimilée à la conduite sans carte de conducteur)	X		
Article 32, par. 1, du règlement (UE) 165/2014	Tachygraphe ne fonctionnant pas correctement (ex.: tachygraphe qui n'a pas été correctement inspecté, étalonné et scellé)		X	

Article 32, par.1, et article 33, par. 1, du règlement (UE) 165/2014	Utilisation incorrecte du tachygraphe (ex.: utilisation abusive délibérée, volontaire ou imposée, manque d'instructions sur l'utilisation correcte, etc.)		X	
Article 32, par. 3, du règlement (UE) 165/2014	Présence dans le véhicule et/ou utilisation d'un dispositif frauduleux susceptible de modifier les enregistrements du tachygraphe	X		
	Falsification, dissimulation, suppression ou destruction de données portées sur les feuilles d'enregistrement, ou stockées sur le tachygraphe et/ou la carte de conducteur et téléchargées à partir de ces équipements	X		
Article 33, par. 2, du règlement (UE) 165/2014	Non-conservation, par l'entreprise, des feuilles d'enregistrement, sorties imprimées et données téléchargées		X	
	Données enregistrées et stockées non disponibles pendant au moins un an		X	
Article 34, par. 1, du règlement (UE) 165/2014	Utilisation incorrecte des feuilles d'enregistrement/de la carte de conducteur		X	
	Retrait non autorisé de feuilles d'enregistrement ou d'une carte de conducteur affectant l'enregistrement des données pertinentes		X	
	Feuille d'enregistrement ou carte de conducteur utilisée pour couvrir une période plus longue que celle pour laquelle elle est conçue, avec perte de données		X	
Article 34, par. 2, du règlement (UE) 165/2014	Utilisation de feuilles d'enregistrement ou de cartes de conducteur souillées ou endommagées; données illisibles		X	
Article 34, par. 4, du règlement (UE) 165/2014	Utilisation d'une mauvaise feuille d'enregistrement ou présence de la carte de conducteur dans le mauvais lecteur (conduite en équipage)			X
Présentation de documents				
Article 34, par. 6, du règlement (UE) 165/2014	Absence des informations requises sur la feuille d'enregistrement		X	
Article 34, par. 7, du règlement (UE) 165/2014	Absence dans les enregistrements du symbole des pays dont les frontières ont été franchies par le conducteur au cours de la période de travail journalière			X
Article 34, par. 7, du règlement (UE) 165/2014	Absence dans les enregistrements du symbole des pays dans lesquels la période de travail journalière du conducteur a commencé et s'est achevée			X
Article 36 du règlement (UE) 165/2014	Refus d'être contrôlé		X	

Article 36 du règlement (UE) 165/2014	Incapacité à présenter les informations enregistrées manuellement et imprimées pendant la journée en cours et pendant les 28 jours précédents (jusqu'au 30 décembre 2024). Incapacité à présenter les informations enregistrées manuellement et imprimées pendant la journée en cours et pendant les 56 jours précédents (à compter du 31 décembre 2024)		X	
	Incapacité à présenter une carte de conducteur, si le conducteur est titulaire d'une telle carte		X	
Mauvais fonctionnement				
Article 37, par. 1, et article 22, par. 1, du règlement (UE) 165/2014	Tachygraphe non réparé par un installateur ou un atelier agréé		X	
Article 37, par. 2, du règlement (UE) 165/2014	Non-report, par le conducteur, de toutes les indications requises relatives aux différentes périodes tant que celles-ci ne sont plus enregistrées pour cause de panne ou de défaillance du tachygraphe		X	

[i] ILPG = infractions les plus graves/ ITG = infraction très grave/ IG= infraction grave/

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 septembre 2025 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2024 relatif aux contrôles effectués sur la route et aux contrôles effectués dans les locaux des entreprises pour toutes les catégories de transport par route concernant la législation sociale dans le domaine du transport par route, modifiant l'arrêté royal du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2023 relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger et transposant partiellement la directive déléguée (UE) 2024/846 de la Commission du 14 mars 2024 modifiant la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements (CE) n° 561/2006 et (UE) n° 165/2014 et de la directive 2002/15/CE en ce qui concerne la législation sociale relative aux activités de transport routier.

Namur, le 11 septembre 2025.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal,
A. DOLIMONT

Le Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux,
F. DESQUESNES

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C − 2025/007258]

11. SEPTEMBER 2025 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 2024 über die auf der Straße durchgeführten Kontrollen und die auf dem Betriebsgelände von Unternehmen durchgeführten Kontrollen für alle Kategorien von Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr bezüglich der sozialen Rechtsvorschriften im Bereich der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr, zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 19. Juli 2000 über die Zahlung und die Hinterlegung eines Geldbetrags bei der Feststellung bestimmter Übertretungen bei der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. April 2023 über die technische Unterwegskontrolle von in Belgien oder im Ausland zugelassenen Nutzfahrzeugen und zur teilweisen Umsetzung der delegierten Richtlinie (EU) 2024/846 der Kommission vom 14. März 2024 zur Änderung der Richtlinie 2006/22/EG des Europäischen Parlaments und des Rates über Mindestbedingungen für die Durchführung der Verordnungen (EG) Nr. 561/2006 und (EU) Nr. 165/2014 und der Richtlinie 2002/15/EG über Sozialvorschriften für Tätigkeiten im Kraftverkehr

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Februar 1969 über Maßnahmen zur Ausführung internationaler Verträge und Akte über Personen- und Güterbeförderung im See-, Straßen-, Eisenbahn- und Binnenschiffsverkehr, Artikel 1 Absatz 1, abgeändert durch das Gesetz vom 15. Mai 2006, und Artikel 3, abgeändert durch das Gesetz vom 3. Mai 1999;

Aufgrund des Gesetzes vom 21. Juni 1985 über die technischen Anforderungen, denen jedes Fahrzeug für den Transport auf dem Landweg, seine Bestandteile und sein Sicherheitszubehör entsprechen müssen, Artikel 1, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 31. Juli 2020 und Artikel 3, abgeändert durch das Gesetz vom 9. März 2014;

Aufgrund des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit, Artikel 4 § 1, Artikel 15 § 6, eingefügt durch das Dekret vom 15. Juli 2021 und abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021 und Artikel 24 § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 2024 über die auf der Straße durchgeführten Kontrollen und die auf dem Betriebsgelände von Unternehmen durchgeführten Kontrollen für alle Kategorien von Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr bezüglich der sozialen Rechtsvorschriften im Bereich der

Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr, zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 19. Juli 2000 über die Zahlung und die Hinterlegung eines Geldbetrags bei der Feststellung bestimmter Übertretungen bei der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. April 2023 über die technische Unterwegskontrolle von in Belgien oder im Ausland zugelassenen Nutzfahrzeugen;

Aufgrund der am 6. Mai 2025 abgegebenen Stellungnahme des Beratungsausschusses Verwaltung-Industrie;

Aufgrund der am 17. Juni 2025 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 3. Juli 2025 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 16. Januar 2025;

Aufgrund des am 11. August 2025 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 77.930/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Einführungsbestimmung*

Artikel 1 - Mit diesem Erlass wird die Delegierte Richtlinie (EU) 2024/846 der Kommission vom 14. März 2024 zur Änderung der Richtlinie 2006/22/EG des Europäischen Parlaments und des Rates über Mindestbedingungen für die Durchführung der Verordnungen (EG) Nr. 561/2006 und (EU) Nr. 165/2014 und der Richtlinie 2002/15/EG über Sozialvorschriften für Tätigkeiten im Kraftverkehr teilweise umgesetzt.

KAPITEL 2 — *Abänderungsbestimmungen*

Art. 2 - Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 2024 über die auf der Straße durchgeführten Kontrollen und die auf dem Betriebsgelände von Unternehmen durchgeführten Kontrollen für alle Kategorien von Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr bezüglich der sozialen Rechtsvorschriften im Bereich der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr, zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 19. Juli 2000 über die Zahlung und die Hinterlegung eines Geldbetrags bei der Feststellung bestimmter Übertretungen bei der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. April 2023 über die technische Unterwegskontrolle von in Belgien oder im Ausland zugelassenen Nutzfahrzeugen wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter ″der Verordnungen (EG) Nr. 561/2006 und (EU) Nr. 165/2014″ durch die Wörter ″der Verordnung (EU) Nr. 165/2014″ ersetzt.

2° in Absatz 2 werden die Wörter ″der Verordnungen (EG) Nr. 561/2006 und (EU) Nr. 165/2014″ durch die Wörter ″der Verordnung (EU) Nr. 165/2014″ ersetzt.

Art. 3 - 2° in Artikel 12 desselben Erlasses werden die Wörter ″der Verordnungen (EG) Nr. 561/2006 und (EU) Nr. 165/2014″ durch die Wörter ″der Verordnung (EU) Nr. 165/2014″ ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 13 desselben Erlasses wird der Wortlaut ″in Artikel 4 genannten″ durch ″in Artikel 4, § 2 genannten″ ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 14 desselben Erlasses wird der Wortlaut ″in Artikel 4 genannten″ durch ″in Artikel 4, § 2 genannten″ ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 15 desselben Erlasses werden die Wörter ″der Verordnungen (EG) Nr. 561/2006 und (EU) Nr. 165/2014″ durch die Wörter ″der Verordnung (EU) Nr. 165/2014″ ersetzt.

Art. 7 - Anhang 1 desselben Erlasses wird durch den dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhang ersetzt.

KAPITEL 3 — *Schlussbestimmung*

Art. 8. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Mobilität gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. September 2025

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, Forschung und Tierwohl
A. DOLIMONT

Der Minister für Raumpolitik, Infrastrukturen, Mobilität und lokale Behörden
F. DESQUESNES

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. September 2025 über die auf der Straße durchgeführten Kontrollen und die auf dem Betriebsgelände von Unternehmen durchgeführten Kontrollen für alle Kategorien von Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr bezüglich der sozialen Rechtsvorschriften im Bereich der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr, zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 19. Juli 2000 über die Zahlung und die Hinterlegung eines Geldbetrags bei der Feststellung bestimmter Übertretungen bei der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. April 2023 über die technische Unterwegskontrolle von in Belgien oder im Ausland zugelassenen Nutzfahrzeugen und zur teilweisen Umsetzung der delegierten Richtlinie 2024/846 der Kommission vom 14. März 2024 zur Änderung der Richtlinie 2006/22/EG des Europäischen Parlaments und des Rates über Mindestbedingungen für die Durchführung der Verordnungen (EG) Nr. 561/2006 und (EU) Nr. 165/2014 und der Richtlinie 2002/15/EG über Sozialvorschriften für Tätigkeiten im Kraftverkehr

Anhang 1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 2024 über die auf der Straße durchgeführten Kontrollen und die auf dem Betriebsgelände von Unternehmen durchgeführten Kontrollen für alle Kategorien von Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr bezüglich der sozialen Rechtsvorschriften im Bereich der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr, zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 19. Juli 2000 über die Zahlung und die Hinterlegung eines Geldbetrags bei der Feststellung bestimmter Übertretungen bei der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. April 2023 über die technische Unterwegskontrolle von in Belgien oder im Ausland zugelassenen Nutzfahrzeugen.

Liste der Verstöße gemäß Artikel 15 Absatz 2

Rechtsgrundlage	Art des Verstoßes	Schweregrad[i]		
		MSI	VSI	SI
Einbau des Fahrtenschreibers				
Artikel 3, § 1, 4 und 4*bis* und Artikel 22 der Verordnung (EU) 165/2014	Fehlender Einbau und fehlende Verwendung eines genehmigten Fahrtenschreibers	X		
Benutzung von Fahrtenschreibern, Fahrerkarten oder Schaublättern				
Artikel 23, § 1 der Verordnung (EU) 165/2014.	Verwendung eines nicht durch eine zugelassene Werkstatt nachgeprüften Fahrtenschreibers		X	
Artikel 27 der Verordnung Nr. 165/2014	Fahrer besitzt und/oder benutzt mehr als eine eigene Fahrerkarte		X	
	Fahren mit einer gefälschten Fahrerkarte (gleichgestellt mit dem Fahren ohne Fahrerkarte)	X		
	Verwendung einer Fahrerkarte durch einen Fahrer, der nicht der Inhaber ist (gilt als Fahren ohne Fahrerkarte)	X		
	Verwendung einer Fahrerkarte, die aufgrund falscher Erklärungen und/oder gefälschter Dokumente erwirkt wurde (gilt als Fahren ohne Fahrerkarte)	X		
Artikel 32, § 1 der Verordnung (EU) 165/2014.	Fahrtenschreiber funktioniert nicht ordnungsgemäß (z. B.: Fahrtenschreiber nicht ordnungsgemäß nachgeprüft, kalibriert und verplombt)		X	
Artikel 32 § 1 und Artikel 33 § 1 der Verordnung (EU) 165/2014.	Fahrtenschreiber wird nicht ordnungsgemäß verwendet (z. B.: absichtlicher, freiwilliger oder erzwungener Missbrauch, mangelnde Anweisungen zur richtigen Verwendung usw.).		X	
Artikel 32, § 3 der Verordnung (EU) 165/2014.	Vorhandensein im Fahrzeug und/oder Verwendung einer betrügerischen Vorrichtung, durch die die Aufzeichnungen des Fahrtenschreibers verändert werden können	X		
	Verfälschung, Verschleierung, Unterdrückung oder Vernichtung der auf dem Schaublatt aufgezeichneten Daten oder der im Fahrtenschreiber und/oder auf der Fahrerkarte gespeicherten oder von diesen heruntergeladenen Daten	X		

Artikel 33, § 2 der Verordnung (EU) 165/2014.	Unternehmen bewahrt Schaublätter, Ausdrucke und heruntergeladene Daten nicht auf		X	
	Aufgezeichnete und gespeicherte Daten sind nicht mindestens ein Jahr lang verfügbar		X	
Artikel 34, § 1 der Verordnung (EU) 165/2014.	Falsche Benutzung von Schaublättern/der Fahrerkarte		X	
	Unerlaubte Entnahme von Schaublättern oder der Fahrerkarte, die sich auf die Aufzeichnung der einschlägigen Daten auswirkt		X	
	Schaublatt oder Fahrerkarte wurde über den Zeitraum, für den es/sie bestimmt ist, hinaus verwendet, mit Datenverlust		X	
Artikel 34, § 2 der Verordnung (EU) 165/2014.	Benutzung angeschmutzter oder beschädigter Schaublätter oder Fahrerkarten, Daten nicht lesbar		X	
Artikel 34, § 4 der Verordnung (EU) 165/2014.	Verwendung eines falschen Schaublatts oder einer falschen Fahrerkarte im falschen Lesegerät (Mehrfahrerbetrieb)			X
Vorlegen von Angaben				
Artikel 34, lid 6 van Verordening (EG) nr. 165/2014.	Erforderliche Angaben nicht auf dem Schaublatt eingetragen		X	
Artikel 34, § 7 der Verordnung (EU) 165/2014.	Aufzeichnungen ohne die Symbole der Länder, deren Grenzen der Fahrer während der täglichen Arbeitszeit überquert hat			X
Artikel 34, § 7 der Verordnung (EU) 165/2014.	Aufzeichnungen ohne die Symbole der Länder, in denen die tägliche Arbeitszeit des Fahrers begann und endete			X
Artikel 36 der Verordnung Nr. 165/2014	Verweigerung der Kontrolle		X	
Artikel 36 der Verordnung Nr. 165/2014	Am Tag der Kontrolle und an den vorherigen 28 Tagen erstellte handschriftliche Aufzeichnungen und Ausdrucke können nicht vorgelegt werden (bis 30. Dezember 2024) Am Tag der Kontrolle und an den vorherigen 56 Tagen erstellte handschriftliche Aufzeichnungen und Ausdrucke können nicht vorgelegt werden (ab 31. Dezember 2024)		X	
	Fahrerkarte (falls der Fahrer Inhaber einer solchen Karte ist) kann nicht vorgelegt werden		X	
Fehlfunktion				
Artikel 37, § 1 und Artikel 22 § 1 der Verordnung (EU) 165/2014.	Reparatur des Fahrtenschreibers nicht von einem zugelassenen Einbaubetrieb oder einer zugelassenen Werkstatt durchgeführt		X	
Artikel 37, § 2 der Verordnung (EU) 165/2014.	Fahrer vermerkt nicht alle vom Fahrtenschreiber während einer Betriebsstörung oder Fehlfunktion nicht mehr einwandfrei aufgezeichneten Angaben		X	

[i] ILPG = Schwerster Verstoß/ ITG = Sehr schwerwiegender Verstoß/ IG= schwerwiegender Verstoß/

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. September 2025 über die auf der Straße durchgeführten Kontrollen und die auf dem Betriebsgelände von Unternehmen durchgeführten Kontrollen für alle Kategorien von Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr bezüglich der sozialen Rechtsvorschriften im Bereich der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr, zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 19. Juli 2000 über die Zahlung und die Hinterlegung eines Geldbetrags bei der Feststellung bestimmter Übertretungen bei der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. April 2023 über die technische Unterwegskontrolle von in Belgien oder im Ausland zugelassenen Nutzfahrzeugen und zur teilweisen Umsetzung der delegierten Richtlinie 2024/846 der Kommission vom 14. März 2024 zur Änderung der Richtlinie 2006/22/EG des Europäischen Parlaments und des Rates über Mindestbedingungen für die Durchführung der Verordnungen (EG) Nr. 561/2006 und (EU) Nr. 165/2014 und der Richtlinie 2002/15/EG über Sozialvorschriften für Tätigkeiten im Kraftverkehr beigefügt zu werden.

Namur, den 11. September 2025

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, Forschung und Tierwohl,
A. DOLIMONT

Der Minister für Raumpolitik, Infrastrukturen, Mobilität und lokale Behörden,
F. DESQUESNES

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C − 2025/007258]

11 SEPTEMBER 2025. — Besluit van de Waalse regering tot wijziging van het besluit van de Waalse regering van 24 oktober 2024 betreffende wegcontroles en controles ter plaatse bij ondernemingen van alle vervoerscategorieën inzake voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer, tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 juli 2000 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2023 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in België of in het buitenland ingeschreven zijn en houdende gedeeltelijke omzetting van Gedelegeerde Richtlijn (EU) 2024/846 van de Commissie van 14 maart 2024 tot wijziging van Richtlijn 2006/22/EG van het Europees Parlement en de Raad inzake minimumvoorwaarden voor de uitvoering van de Verordeningen (EG) nr. 561/2006 en (EU) nr. 165/2014 en van Richtlijn 2002/15/EG betreffende voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 18 februari 1969 betreffende maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over zee, over de weg, de spoorweg of de waterweg, artikel 1, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 15 mei 2006, en artikel 3, gewijzigd bij de wet van 3 mei 1999;

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, artikel 1, laatst gewijzigd bij de wet van 31 juli 2020 en artikel 3, gewijzigd bij de wet van 9 maart 2014;

Gelet op het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid, artikel 4, eerste lid, artikel 15, § 6, ingevoegd bij het decreet van 15 juli 2021 en gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, en artikel 24, § 1;

Gezien op het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 2024 betreffende wegcontroles en controles ter plaatse bij ondernemingen van alle vervoerscategorieën inzake voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer, tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 juli 2000 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2023 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in België of in het buitenland ingeschreven zijn;

Gelet op het advies van de Adviescommissie "Administratie-Industrie" gegeven op 6 mei 2025;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 17 juni 2025;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 juli 2025;

Gelet op het rapport van 16 januari 2025, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 77.930/2 van de Raad van State, gegeven op 11 augustus 2025, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit:

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling.*

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Gedelegeerde Richtlijn (EU) 2024/846 van de Commissie van 14 maart 2024 tot wijziging van Richtlijn 2006/22/EG van het Europees Parlement en de Raad inzake minimumvoorwaarden voor de uitvoering van de Verordeningen (EG) nr. 561/2006 en (EU) nr. 165/2014 en van Richtlijn 2002/15/EG betreffende voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 2. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 2024 betreffende wegcontroles en controles ter plaatse bij ondernemingen van alle vervoerscategorieën inzake voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer, tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 juli 2000 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2023 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in België of in het buitenland ingeschreven zijn, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden ″van de Verordeningen (EG) nr. 561/2006 en (EU) nr. 165/2014″ vervangen door de woorden ″ van de Verordening (EU) nr. 165/2014″;

2° in lid 2 worden de woorden ″van de Verordeningen (EG) nr. 561/2006 en (EU) nr. 165/2014″ vervangen door de woorden ″van de Verordening (EU) nr. 165/2014″.

Art. 3. In artikel 12 van hetzelfde besluit, worden de woorden ″Verordeningen (EG) nr. 561/2006 en (EU) nr. 165/2014″ vervangen door de woorden ″Verordening (EU) nr. 165/2014″.

Art. 4. In artikel 13 van hetzelfde besluit, worden de woorden ″bedoeld in artikel 4″ vervangen door de woorden ″bedoeld in artikel 4, § 2,″.

Art. 5. In artikel 14 van hetzelfde besluit, worden de woorden ″bedoeld in artikel 4″ vervangen door de woorden ″bedoeld in artikel 4, § 2,″.

Art. 6. In artikel 15 van hetzelfde besluit, worden de woorden ″op verordening (EG) nr. 561/2006 en (EU) nr. 165/2014″ vervangen door de woorden ″op verordening (EU) nr. 165/2014″.

Art. 7. Bijlage 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de bijlage die bij dit besluit gaat.

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepaling*

Art. 8. De Minister die bevoegd is voor Mobiliteit, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 september 2025.

Voor de Regering:

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Onderzoek en Dierenwelzijn,
A. DOLIMONT

De Minister van Ruimtelijk Beleid, Infrastructuren, Mobiliteit en Plaatselijke Besturen,
F. DESQUESNES

Bijlage bij het besluit van de Waalse regering van 11 september 2025 tot wijziging van het besluit van de Waalse regering van 24 october 2024 betreffende wegcontroles en controles ter plaatse bij ondernemingen van alle vervoerscategorieën inzake voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer, tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 juli 2000 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2023 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in België of in het buitenland ingeschreven zijn en houdende gedeeltelijke omzetting van Gedelegeerde Richtlijn (EU) 2024/846 van de Commissie van 14 maart 2024 tot wijziging van Richtlijn 2006/22/EG van het Europees Parlement en de Raad inzake minimumvoorwaarden voor de uitvoering van de Verordeningen (EG) nr. 561/2006 en (EU) nr. 165/2014 en van Richtlijn 2002/15/EG betreffende voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer

Bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 2024 betreffende wegcontroles en controles ter plaatse bij ondernemingen van alle vervoerscategorieën inzake voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer, tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 juli 2000 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2023 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in België of in het buitenland ingeschreven zijn.

Lijst van inbreuken zoals bedoeld in artikel 15, tweede lid

Wettelijke basis	Type inbreuk	Ernst [i]		
		MSI	VSI	SI
Installatie van de tachograaf				
Artikel 3, leden 1, 4 en 4 bis en artikel 22, van Verordening (EU) nr. 165/2014	Geen tachograaf met typegoedkeuring geïnstalleerd en in gebruik	X		
Gebruik van de tachograaf, bestuurderskaart of registratieblad				
Artikel 23, lid 1, van Verordening (EG) nr. 165/2014	Gebruik van een tachograaf die niet door een erkende werkplaats is gecontroleerd		X	

Artikel 27 van Verordening (EG) nr. 165/2014	De bestuurder bezit/gebruikt meer dan één bestuurderskaart		X	
	Rijden met een vervalste bestuurderskaart (geldt als rijden zonder bestuurderskaart)	X		
	Rijden met de bestuurderskaart van een andere bestuurder (geldt als rijden zonder bestuurderskaart)	X		
	Rijden met een bestuurderskaart die is verkregen op grond van foute verklaringen en/of vervalste documenten (geldt als rijden zonder bestuurderskaart)	X		
Artikel 32, lid 1, van Verordening (EG) nr. 165/2014	Tachograaf werkt niet correct (bv.: tachograaf niet correct geïnspecteerd, gekalibreerd en verzegeld)		X	
Artikel 32, lid 1 en artikel 33, lid 1, van Verordening (EG) nr. 165/2014	Tachograaf niet correct gebruikt (bv.: doelbewust, vrijwillig of verplicht misbruik, ontbreken van instructies over correct gebruik enz.)		X	
Artikel 32, lid 3, van Verordening (EG) nr. 165/2014	Aanwezigheid in het voertuig en/of gebruik van een frauduleus apparaat dat de geregistreerde gegevens van de tachograaf kan wijzigen	X		
	Vervalsen, verbergen, schrappen of vernietigen van op de registratiebladen opgeslagen gegevens of van gegevens die zijn opgeslagen of gedownload van de tachograaf en/of bestuurderskaart	X		
Artikel 33, lid 2, van Verordening (EG) nr. 165/2014	De onderneming houdt de registratiebladen, print-outs en gedownloade gegevens niet bij		X	
	Geregistreerde en opgeslagen gegevens niet beschikbaar gedurende minstens een jaar		X	
Artikel 34, lid 1, van Verordening (EG) nr. 165/2014	Incorrect gebruik van registratiebladen/bestuurderskaart		X	
	Niet-toegestane intrekking van registratiebladen of bestuurderskaart, met gevolgen voor de registratie van relevante gegevens		X	
	Het registratieblad of de bestuurderskaart is gebruikt gedurende een langere periode dan die waarvoor ze bestemd is, en er zijn gegevens verloren gegaan		X	
Artikel 34, lid 2, van Verordening (EG) nr. 165/2014	Gebruik van vuile of beschadigde registratiebladen of bestuurderskaarten, met onleesbare gegevens		X	
Artikel 34, lid 4, van Verordening (EG) nr. 165/2014	Het registratieblad of de bestuurderskaart is niet in het correcte slot gebruikt (meervoudige bemanning)			X
Voorleggen van informatie				
Artikel 34, lid 6, van Verordening (EG) nr. 165/2014	Vereiste informatie niet aangebracht op het registratieblad		X	
Artikel 34, lid 7, van Verordening (EG) nr. 165/2014	De bestuurder heeft de symbolen van de landen waarvan hij de grenzen tijdens zijn dagelijkse werktijd heeft overschreden, niet vermeld			X
Artikel 34, lid 7, van Verordening (EG) nr. 165/2014	De bestuurder heeft de symbolen van de landen waar de werkperiode van de dag is begonnen en beëindigd, niet vermeld			X
Artikel 36 van Verordening (EG) nr. 165/2014	Controle weigeren		X	

Artikel 36 van Verordening (EG) nr. 165/2014	De bestuurder kan de handmatig opgetekende gegevens en de afdrukken van de lopende dag en van de voorgaande 28 dagen niet overleggen (tot en met 30 december 2024). De bestuurder kan de handmatig opgetekende gegevens en de afdrukken van de lopende dag en van de voorgaande 56 dagen niet overleggen (vanaf 31 december 2024)		X	
	De bestuurder beschikt over een bestuurderskaart, maar kan deze niet voorleggen		X	
Storingen				
Artikel 37, lid 1, en artikel 22, lid 1, van Verordening (EG) nr. 165/2014	Tachograaf niet hersteld door een erkende installateur of werkplaats		X	
Artikel 37, lid 2, van Verordening (EG) nr. 165/2014	De bestuurder vermeldt niet alle vereiste informatie tijdens de tijdvakken die niet meer worden geregistreerd omdat de tachograaf onbruikbaar of defect is		X	

[i] MSI = ernstigste inbreuken/ VSI = zeer ernstige inbreuken/ SI = ernstige inbreuken/

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse regering van 11 september 2025 tot wijziging van het besluit van de Waalse regering van 24 october 2024 betreffende wegcontroles en controles ter plaatse bij ondernemingen van alle vervoerscategorieën inzake voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer, tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 juli 2000 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2023 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in België of in het buitenland ingeschreven zijn en houdende gedeeltelijke omzetting van Gedelegeerde Richtlijn (EU) 2024/846 van de Commissie van 14 maart 2024 tot wijziging van Richtlijn 2006/22/EG van het Europees Parlement en de Raad inzake minimumvoorwaarden voor de uitvoering van de Verordeningen (EG) nr. 561/2006 en (EU) nr. 165/2014 en van Richtlijn 2002/15/EG betreffende voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer.

Namen, 11 september 2025.

Voor de Regering:

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Onderzoek en Dierenwelzijn,
A. DOLIMONT

De Minister van Ruimtelijk Beleid, Infrastructuren, Mobiliteit en Plaatselijke Besturen,
F. DESQUESNES

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C − 2025/007007]

4 SEPTEMBRE 2025. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune modifiant la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance du 23 novembre 2023 relative aux maisons de soins psychiatriques

Le Collège réuni de la Commission communautaire commune,

Vu l'ordonnance du 23 novembre 2023 relative aux maisons de soins psychiatriques, article 32;

Vu l'arrêté du Collège réuni du 6 juin 2024 fixant les normes de programmation et d'agrément auxquelles doivent répondre les maisons de soins psychiatriques;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 avril 2025;

Vu l'accord des Membres du Collège réuni, compétents pour les Finances et le Budget, donné le 13 mai 2025;

Vu la demande d'avis adressée au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 22 juillet 2025 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 78.059/3-1/V;

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C − 2025/007007]

4 SEPTEMBER 2025. — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot wijziging van de datum van inwerkingtreding van de ordonnantie van 23 november 2023 betreffende de psychiatrische verzorgingstehuizen

Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Gelet op de ordonnantie van 23 november 2023 betreffende de psychiatrische verzorgingstehuizen, artikel 32;

Gelet op het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 6 juni 2024 tot vaststelling van de programmerings- en erkenningsnormen waaraan de psychiatrische verzorgingstehuizen moeten voldoen;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 7 april 2025;

Gelet op de akkoordbevinding van de leden van het Verenigd College, bevoegd voor de Financiën en de Begroting, gegeven op 13 mei 2025;

Gelet op de adviesaanvraag aan de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 22 juli 2025 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 78.059/3-1/V;